



RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 04348

Numéro SIREN : 808 521 850

Nom ou dénomination : 1001 VOITURES

Ce dépôt a été enregistré le 22/12/2014 sous le numéro de dépôt A2014/019275

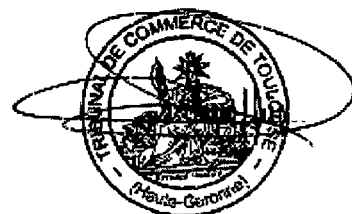
**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE**  
**TOULOUSE**



1823443

**Dénomination :** 1001 VOITURES  
**Adresse :** 12 rue Louis Courtois de Viçose 31100 Toulouse -  
FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2014B04348  
**n° d'identification :** 808 521 850  
  
**n° de dépôt :** A2014/019275  
**Date du dépôt :** 22/12/2014

**Pièce :** Liste des souscripteurs du 18/12/2014



1823443

## **1001 VOITURES**

**Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 1000 euros,  
de droit français - RCS de Toulouse - Siège social : 13 impasse Pierre Fons, 31 100  
Toulouse (France)**

### **État des souscriptions et des versements**

Associé unique Monsieur BAKARI, Djémaldi, 13 impasse Pierre Fons 31 100 Toulouse

Montant de l'apport : 1000 € (Mille Euros)

Montant libéré en euros lors de la création de la société : 1000 € (Mille Euros)

Nombre d'actions attribuées en rémunération de l'apport : 1000 actions (Mille Actions)

Le présent état, qui constate la souscription de 1000 (Mille) actions de la société « 1001 VOITURES » ainsi que le versement de la somme de 1000 € (Mille euros) correspondant à la totalité desdites actions, est certifié exact, sincère et véritable par Monsieur BAKARI Djémaldi, associé unique fondateur et Président.

Fait à Toulouse, le 18/12/2014

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and strokes, positioned below the text 'Le Président'.

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE**  
**TOULOUSE**



1823444

**Dénomination :** 1001 VOITURES  
**Adresse :** 12 rue Louis Courtois de Viçose 31100 Toulouse -  
FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2014B04348  
**n° d'identification :** 808 521 850  
  
**n° de dépôt :** A2014/019275  
**Date du dépôt :** 22/12/2014

**Pièce :** Attestation de dépôt des fonds du 17/12/2014



1823444



**ATTESTATION**  
**« VERSEMENT DE CAPITAL »**

Nous, BANQUE POPULAIRE OCCITANE, Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L 512-2 et suivants du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux Etablissements de Crédit ; Intermédiaire en assurance inscrit à l'ORIAS sous le n°07022714, ayant son siège social à BALMA (31130), 33/43 avenue Georges Pompidou, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro RCS TOULOUSE 560 801 300,

représentée par .Olivier JACQUES, Sous Directeur d'Agence,, à l'agence de Toulouse Route de Seysses 300 route de Seysses 31100 Toulouse,

certifie qu'il a été déposé la somme de 1000 €, de Mille euros sur le compte bloqué numéro 45420571750, au titre de la constitution de la Société SASU 1001 VOITURES, dont le Siège Social est établi 12 Rue Louis Courtois de Vicose 31100 Toulouse.

Cette somme est constituée de la manière suivante :

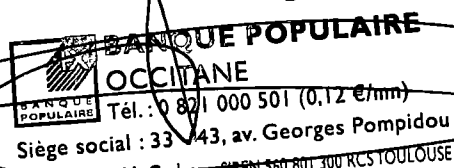
- *Dépôt espèces d'un montant de 1000 Euros, apport de BAKARI DJEMALDI. .*

Ces sommes resteront bloquées jusqu'à l'immatriculation effective de la Société au registre du commerce et des société (production par la société d'un extrait d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés).

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Toulouse Route de Seysses, le 17 décembre 2014.

Olivier JACQUES  
Sous Directeur d'Agence

  
**BANQUE POPULAIRE**  
**OCCITANE**  
Tél.: 0 801 000 501 (0,12 €/min)  
Siège social : 33 / 43, av. Georges Pompidou  
31135 BALMA Cedex - SIREN 560 801 300 RCS TOULOUSE

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE**  
**TOULOUSE**



1823445

**Dénomination :** 1001 VOITURES  
**Adresse :** 12 rue Louis Courtois de Viçose 31100 Toulouse -  
FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2014B04348  
**n° d'identification :** 808 521 850  
  
**n° de dépôt :** A2014/019275  
**Date du dépôt :** 22/12/2014

**Pièce :** Acte du 19/12/2014 acte confirmatif



1823445

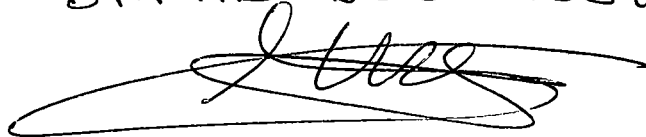
# ACTE CONFIRMATIF DE LA CONSTITUTION

DE LA SASU 1001 VOITURES  
12 Rue Louis Courtois de Vicoze 31100 Toulouse

A la suite de l'absence de concordance entre la date des statuts et la date de l'attestation bancaire de dépôt des fonds, cette dernière étant intervenue postérieurement à la première en contradiction avec les articles L. 225-13 et L. 225-15 du code de commerce, les actionnaires de la SASU 1001 VOITURES, 12 Rue Louis Courtois de Vicoze 31100 Toulouse, confirment la constitution de la société.

A Toulouse le 19/12/2014

BAKARI DSENALBI



# GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE TOULOUSE



1823442

**Dénomination :** 1001 VOITURES  
**Adresse :** 12 rue Louis Courtois de Viçose 31100 Toulouse -  
FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2014B04348  
**n° d'identification :** 808 521 850  
  
**n° de dépôt :** A2014/019275  
**Date du dépôt :** 22/12/2014

**Pièce :** Statuts constitutifs du 15/12/2014



1823442



22 DEC. 2014

*Lolubilis*

# **STATUTS**

**1001 VOITURES**

**SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE UNIPERSONNELLE**

**AU CAPITAL SOCIAL DE 1000 EUROS**

**12 RUE LOUIS COURTOIS DE VICOSE**

**31100 Toulouse**

Le soussigné :

-Monsieur BAKARI Djémaldi,

né le 05/12/1979 à Saint Denis (La Réunion) de nationalité Française, demeurant à 13 impasse Pierre Fons, 31100 Toulouse, France

Pacsé le 18/10/2010 à ABD'ELHAMIDI Hairia, Née ABD'ELHAMIDI,

a établi ainsi ce qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé de constituer.

## **TITRE I**

### **FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE**

#### **Article 1er - FORME**

Il est formé par le soussigné une société par actions simplifiée unipersonnelle qui sera régie par les présents statuts, par le code de commerce, ainsi que par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La transformation en SAS se fera sans modification des présents statuts à partir de deux associés.

#### **Article 2 - OBJET**

La société a pour objet :

Achat et ventes de véhicules en France et à l'international.

Service de recherche personnalisé pour particuliers et entreprises et aides à l'acquisition de tous types de véhicules neufs et d'occasions.

L'achat, la vente, la prise à bail, la location, la présidence, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe.

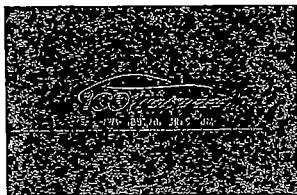
Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

### **Article 3 - DÉNOMINATION**

La dénomination de la société est : 1001 VOITURES

Logo :



Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE UNIPERSONNELLE" ou des initiales "S.A.S.U." et de l'indication du montant du capital social.

La société dispose d'un nom commercial : 1001 VOITURES

#### **Article 4 - SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé au 12 RUE LOUIS COURTOIS DE VICOSE, 31100 Toulouse.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France Métropolitaine par simple décision de la présidence et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

#### **Article 5 - DURÉE**

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

#### **Article 6 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 01 Février et se termine le 31 Janvier de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 Janvier 2016.

**TITRE II**  
**CAPITAL – actions**

**Article 7 – APPORTS**

Montant et modalités des apports

Les apports constitutifs du capital social ont été effectués de la façon suivante :

-BAKARI Djémaldi

apporte la somme de ..... 1000 Euros

**MONTANT TOTAL DES APPORTS EN NUMERAIRE : 1000 Euros**

La dite somme correspond à la souscription de MILLE (1000) actions de un (1) euro chacune, libérées à hauteur de 100%.

Le capital social libéré est déposé à la banque : BPO, 300 rte de Seysses, 31100 Toulouse .

**Article 7.1 – APPORTS EN COMPTE COURANT D'ASSOCIES**

-M.BAKARI Djémaldi apporte sous les garanties de fait et de droit pour les besoins de la société :

RENAULT LAGUNA 1.9 DCI pour une valeur de 2990 € (cote argus)

ORDINATEUR PORTABLE ASUS d'une valeur de 375 €

## **Article 8 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1000) Euros.

Il est divisé en MILLE (1000) actions de un (1) euro chacune, attribuées à l'associé unique en proportion de ses apports, à savoir :

-BAKARI Djémaldi : 1000 Actions

TOTAL DES ACTIONS FORMANT LE CAPITAL SOCIAL : 1000 Actions

L'associé unique déclare que les actions ainsi créées sont souscrites et libérées en totalité.

## **Article 8.1 – COMPTES COURANTS ASSOCIES**

### **1) Le Dépôt**

Tout apport en numéraire d'un associé en compte courant d'associé, fera obligatoirement l'objet d'un écrit entre l'associé et la société, sur lequel devra figurer un délai de blocage.

### **2) Rémunérations des comptes courants d'associés**

Le compte courant d'associé est rémunéré par des intérêts dont le taux ne peut être supérieur au taux réglementaire fixé chaque année par l'administration fiscale. Ce dernier taux est décidé par l'associé unique, en cas de pluralité d'associés il est décidé lors de l'assemblée ordinaire.

### **3) Clause de blocage**

Tout apport en numéraire sur un compte courant d'associé sera soumis a une période de blocage prévu entre les associés. Pendant cette période même en cas de cession des actions par l'associé, la période de blocage ne sera pas remise en cause.

### **4) Cession des actions de l'associés**

En cas de cession de la totalité de ces actions, l'associé sortant devra attendre la fin de la période de blocage. Si la trésorerie le permet, le solde ou paiement partiel se fera après la période de blocage.

### **5) Augmentation du Capital**

L'augmentation du capital par apport en compte courant d'associé, total ou partiel est possible, dans la limite de ce que la loi autorise.

#### **ARTICLE 9 : Modification du capital**

Le capital social peut-être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi et par les actionnaires dans le respect des présents statuts.

#### **ARTICLE 10 : Forme des actions**

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires sur un registre tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

#### **ARTICLE 11 : Cessions des actions**

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.

Toute cession devra être portée à la connaissance des actionnaires, ces derniers étant prioritaires quant à leur revente.

Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

#### **ARTICLE 12 : Clauses particulières relatives au transfert des actions et autres Agréments**

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée dans les conditions ci-après.

Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil, d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution est également soumis à agrément.



Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il contient l'indication des noms, prénom et adresse du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au RCS et le ressort du greffe, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans le délai de 60 jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des actionnaires pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions.

Il peut également consulter les actionnaires par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans la cession notifiée à la société.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de 2 mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse d'agréer la cession, le cédant peut, dans les 15 jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les actionnaires doivent, dans le délai de 3 mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'experts dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la société, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

A défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

En cas de cession de la totalité des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'actionnaire le plus âgé, et si le président est l'actionnaire le plus âgé, par le second actionnaire le plus âgé.

### **ARTICLE 13 : Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quantité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les actionnaires sont tenus de libérer les actions souscrites dans les 30 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre avec accusé de réception, lettre simple, ou par mail.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 30 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions.

Le changement de représentant de l'indivision ne sera imposable à la société, qu'à expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

### **ARTICLE 14 : Nomination et pouvoirs du Président**

A la constitution de la SASU 1001 VOITURES, M. BAKARI Djémaldi, Associé unique, est le Président.

La société peut être administrée par un Président associé ou non. En cas de pluralité d'associés, le Président est nommé en assemblée ordinaire par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Le Président peut faire tout acte de gestion dans l'intérêt de la société. Vis-à-vis des tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances, au nom de la société, sous réserve de ceux que la loi attribue aux associés.

Le Président peut sous sa responsabilité personnelle conférer toutes délégations spéciales ou temporaires à tout mandataire de son choix pour des opérations déterminées.

#### **ARTICLE 15 : Durée des fonctions de Président**

Le Président peut être nommé pour une durée indéterminée. Le Président peut renoncer à sa fonction en prévenant le ou les associés trois mois à l'avance, le Président est toujours révocable par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision ordinaire des associés, représentant plus de la moitié du capital social.

#### **ARTICLE 16 : Autres organes dirigeants**

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions, et sa rémunération sont déterminés par les statuts, ou par assemblée générale. Il ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaires détenteurs d'au moins 20% du capital de la société.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attribution.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président.

## **ARTICLE 17 : Conventions entre la société et les dirigeants**

Le Président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai de 30 jours à compter de la conclusion desdites conventions. Ils informent généralement également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés.

A l'occasion de la consultation des actionnaires sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclue d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

### **ARTICLE 17.1 : Rémunération du Président , Associé Unique**

Il est convenu que l'Associé Unique, M. BAKARI Djémaldi, ne prendra aucune rémunération la première année, ce dernier a opter pour le maintien de ces allocations de retour à l'emploi comme le lui permet la loi

## **ARTICLE 18 : Décisions des actionnaires**

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, ce qui implique une réunion physique des actionnaires en un même lieu, consultation par téléconférence ou le cas échéant par correspondance.

### **ARTICLE 18-1 : assemblée ordinaire**

Mode de convocation.....Lettre ou Mail  
Périodicité de communication.....Annuelle  
Délai de convocation.....8 jours  
Lieu de réunion.....Siège social  
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour.....Président  
Mode de consultation.....Consultation écrite par courrier  
Procès-verbal & Registre.....Obligatoire  
Etablissement d'une feuille de présence.....Oui  
Présidence de l'assemblée.....Président  
Règle du quorum.....Unanimité  
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....Main-levée  
Représentation.....Uniquement entre actionnaires  
Vote par procuration.....Envoi d'un formulaire

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

### **ARTICLE 18-2 : assemblée extraordinaire**

Mode de convocation.....Lettre RAR  
Périodicité de communication.....Selon besoin  
Délai de convocation.....8 jours  
Lieu de réunion.....Siège social  
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour.....Président  
Mode de consultation.....Consultation écrite par courrier

Procès-verbal & Registre.....Obligatoire

Etablissement d'une feuille de présence.....Oui

Présidence de l'assemblée.....Président

Règle du quorum.....Majorité des 2/3

Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....Main-levée

Représentation.....Uniquement entre actionnaires

Vote par procuration.....Envoi d'un formulaire

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

#### **ARTICLE 19 : Consultation et informations facultatives des actionnaires en assemblée ordinaire**

Mode de convocation.....Lettre ou mail

Périodicité de communication.....Selon besoin

Délai de convocation.....8 jours

Lieu de réunion.....Siège social

Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour.....Président

Mode de consultation.....Consultation écrite par courrier

Procès-verbal & Registre.....Obligatoire

Etablissement d'une feuille de présence.....Oui

Présidence de l'assemblée.....Président

Règle du quorum.....Unanimité

Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....Main-levée

Représentation.....Uniquement entre actionnaires

Vote par procuration.....Envoi d'un formulaire

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

## **ARTICLE 20 : Comptes annuels et résultats sociaux**

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les actionnaires sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

## **ARTICLE 21 : Contrôle des comptes**

### **Commissaire aux comptes**

- 1- Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires, suivant le cas. En outre, cette nomination peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social.  
Dès lors que les seuils définis par la réglementation en vigueur sont atteints, la désignation d'un commissaire est obligatoire.
- 2- Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier.

Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'actionnaire unique ou par décision ordinaire des actionnaires.

- 3- Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

## **ARTICLE 22 : Comité d'entreprise**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

## **ARTICLE 23 : Dissolution et liquidation**

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des actionnaires.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les actionnaires qui décident de la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'auraient pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la société ne comprend plus qu'un seul actionnaire, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans liquidation préalable.

## **ARTICLE 24 : Contestation**

Tous différents susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires et les représentants légaux de la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à l'arbitrage.



## **ARTICLE 25 : Engagement pour le compte de la société**

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, ci-annexé, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires.

Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les actionnaires ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel.

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au RCS, mandat exprès est donné au président ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, de prendre au nom et pour le compte de la société, ce qu'il accepte, les engagements précisés en annexe.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire.

Conformément aux articles 210-6 de la loi 2002-420 du 15 Mai 2001, et 74, alinéa 3, du décret du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales, l'immatriculation de la société au RCS emportera reprise de ces engagements par la société.

## **ARTICLE 26 : Frais**

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

## **ARTICLE 27 : Publicité**

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au RCS et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Toulouse, le 15/12/2014 en autant d'originaux que nécessaire, dont un exemplaire pour l'enregistrement et un exemplaire pour le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce.

BAKARI Djémaldi



Enregistré à : S.I.E. DE TOULOUSE SUD EST

Le 18/12/2014 Bordereau n°2014/1 930 Case n°44

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent administratif des finances publiques

Ext 11834

Nadia PAPILLON  
Agente Administrative Principale  
des Finances Publiques

